

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES - (CCAP)

#### *Maître de l'ouvrage*

**MAIRIE DE STAPLE**



#### *Objet du marché*

**Construction d'un pôle scolaire HQE à STAPLE**

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA)** passé en vertu de l'article 28 du Codes Marchés Publics.

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.**

### **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **1.1 – Objet du marché – emplacement des travaux**

Le présent marché par procédure adaptée a pour objet la construction d'un Pôle scolaire à STAPLE (59190)

La prestation est composée de 13 lots.

#### Décomposition du marché

|          |  |
|----------|--|
| Lot 1 –  | V.R.D.   |
| Lot 2 –  | GROS OEUVRE  |
| Lot 3 –  | CHARPENTE – OSSATURE BOIS – ISOLATION – BARDAGE BOIS |
| Lot 4 –  | ETANCHEITE BARDAGE METALLIQUE                        |
| Lot 5 –  | MENUISERIES ALUMINIUM - SERRURERIE                   |
| Lot 6 –  | DOUBLAGES CLOISONS                                   |
| Lot 7 –  | PLAFONDS SUSPENDUS                                   |
| Lot 8 –  | MENUISERIE BOIS                                      |
| Lot 9 -  | CARRELAGE  |
| Lot 10 - | PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX - SOLS SOUPLES         |
| Lot 11 - | ELECTRICITE  |
| Lot 12 - | CHAUFFAGE – VMC – PLOMBERIE – SANITAIRES             |
| Lot 13 - | ESPACES VERTS  |

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ - ORDRE DE PRIORITE**

**Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières.**

Les pièces générales bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont contractuelles.

Les pièces particulières sont :

- 1°) l'acte d'engagement, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- 2°) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- 3°) le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux détaillé
- 4°) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- 5°) la décomposition du prix global et forfaitaire
- 6°) les pièces graphiques

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître au devis quantitatif estimatif susvisé ne sauraient en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

La décomposition n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne l'établissement des décomptes provisoires et définitifs.

Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

## **ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 - Répartition des dépenses communes de chantier**

Sans objet.

### **3.2 – Variation dans les prix**

Les prix sont :

#### **▪ Ferme et forfaitaire, Actualisables**

- ◆ Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  = mois de remise des offres
- ◆ L'index national I (ou régional) de référence pour l'actualisation des travaux est : BT 01

#### ◆ Modalités d'actualisation des prix :

Si l'ordre de service de commencer les travaux intervient dans un délai supérieur à 3 mois à compter du mois  $m_0$  défini à l'article 3.2. du C.C.A.P., les prix seront actualisés suivant la formule :

$$A = I \frac{(d - 3)}{I_0}$$

dans laquelle les valeurs sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'indice ou l'index référence I du marché.

## **ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

### **1) Délai d'exécution des travaux**

Le délai global d'exécution sera précisé par le candidat dans l'acte d'engagement, il ne devra en aucun cas dépasser 8 mois hors préparation de chantier (y compris congés payés et intempéries). Ce délai englobe le repliement du matériel, le nettoyage des lieux.

La période de préparation de chantier est de 1 mois.

L'entrepreneur doit commencer les travaux qui lui incombent et, le cas échéant, approvisionner son chantier à la date fixée au calendrier d'exécution mis au point pendant la période de préparation.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Il ne peut détourner pour un autre service sans autorisation écrite du Maître d'Œuvre, aucun ouvrier ni aucune partie de matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux le Maître de l'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Œuvre ou de l'O.P.C., mettre en demeure l'Entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou réserves
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

**Démarrage des travaux**

L'entreprise s'engage à démarrer les travaux in situ suivant ordre de service au plus tard 1 mois après la délivrance de l'ordre de service. (Ce mois est considéré comme période de préparation du chantier).

**2) Prolongation des délais d'exécution**

- A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, toutes circonstances ou évènement susceptibles de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires, permettant au maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage de reconnaître le bien fondé des difficultés imprévues motivant le retard, doivent être jointes.

Si, à la suite de l'examen des justifications fournies, le Maître de l'Ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un ordre de service fixant le nouveau délai contractuel sera établi.- Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, les phénomènes naturels ne seront en aucun cas, considérés comme cas de force majeure susceptibles de donner lieu à une indemnisation par le maître de l'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-après :

| Nature du phénomène | Organisme ou documents de référence | Intensité limite + durée du phénomène |
|---------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
|                     | <b>VOIR CAISSE DU BATIMENT</b>      |                                       |

**3) Pénalités pour retard dans l'exécution – prime d'avance****Pénalités pour retard**

En complément de l'article 20.1 du CCAG, le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence ou de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées, donne le droit au maître de l'ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte d'une valeur fixée à 1/3000<sup>ème</sup> du montant hors taxe du lot concerné (modifié ou complété par les avenants intervenus) par jour de retard.

La constatation du retard est établie chaque mois, par le Maître d'Œuvre, par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning, la date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux. Le montant de la provision est calculé par application au nombre de jours de retard du montant journalier de la pénalité.

Lorsqu'à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'entrepreneur.

**4) Délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution**

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur comprennent les plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au maître d'œuvre.

En complément des dispositions prévues à l'article 40 du CCAG, au plus tard un mois après la réception, l'entrepreneur doit fournir au Maître d'Œuvre en trois exemplaires dont 1 sur support informatique une documentation technique complète sur les ouvrages exécutés par lui, soit :

- ◆ Notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages.
- ◆ Liste des matériaux et matériels mis en œuvre avec notices techniques et ce tous corps d'état.
- ◆ dessins correspondant à la série de plans contractuels et aux dessins de détail établis en cours d'exécution : les plans d'ensemble avec coupe et détail (sous format Autocad)

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents conformes à l'exécution en application de l'article 4 du C.C.A.P., une retenue forfaitaire provisoire égale à 150 € HT par jour sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues par l'Entrepreneur.

Le solde du marché ne sera pas libéré avant la fourniture des plans et des DOE

### **5) Absences et retards aux rendez-vous de chantier**

Si l'entrepreneur ou son représentant agréé n'assiste pas à un rendez-vous de chantier ou de coordination hebdomadaire de chantier ou ne se rend pas à une convocation qui lui est adressée par le maître d'œuvre, il est passible d'une pénalité de soixante dix Euros (70,00 €), sauf excuses notifiées avant l'heure fixée ou sur excuses justifiées par cas de force majeure. Cette pénalité sera de 30,00 € dès la première ½ heure de retard sur l'heure fixée.

## **ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT – SURETE**

### **5.1 – Cautionnement**

Un cautionnement devra être constitué par l'entrepreneur **dans les vingt jours** de la notification du marché ou de la décision d'exécuter une tranche ou un lot.

Le montant du cautionnement sera égal à 5 % (cinq pour cent) du montant du marché indiqué dans l'acte d'engagement augmenté des avenants éventuels, la taxe à la valeur ajoutée (à la date de signature du marché) étant incluse.

Par dérogation à l'article 5.1. du C.C.A.P., le cautionnement pourra être remplacé par une retenue de garantie de 5 % du montant T.T.C. du marché, effectuée sur chaque demande d'acompte.

### **5.2 – Avance forfaitaire**

Conformément à l'article 87 du Code des Marchés Publics, sauf refus exprimé expressément par le titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Sous réserve des dispositions de l'article 115 du CMP relatives à la sous-traitance, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du marché.

L'entrepreneur doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article 89 du Code des Marchés Publics.

Si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire. La personne publique conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 40 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux. Toutefois, lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, pour tout ou partie du remboursement d'une avance, le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixés par le marché par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

## **ARTICLE 6 - APPROVISIONNEMENTS**

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant devra justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne pourront être pris en compte que s'ils sont bâtis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés. Sauf cas exceptionnel autorisé par le Maître d'Ouvrage sur avis favorable du maître d'œuvre, ces approvisionnements ne seront pris en compte que dans la limite des besoins du chantier pour trois mois de réalisation.

Sauf accord du maître de l'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne pourront être affectés par l'entrepreneur ou le sous-traitant à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Les approvisionnements retenus dans un décompte devront être couverts par une assurance incendie et la justification de cette assurance devra être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements. Ces approvisionnements ne seront pas retenus dans le cas contraire.

Au démarrage du chantier, il sera précisé au Maître d'Œuvre les différents types de matériaux ou matériel susceptible de faire l'objet d'un délai d'approvisionnement important. Faute de quoi ceux-ci seront susceptibles d'être fournis et mis en œuvre sans délai préalable.

Le Maître d'œuvre pourra exiger que les bons de commandes relatifs aux matériels présentant un délai, lui soit fournis au regard de la date à laquelle ceux-ci auront à être mis en œuvre. Faute de quoi, tout retard concernant ces matériaux sera considéré en tant que retard d'exécution et engendrera l'application des pénalités correspondantes (cf. Article « Délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution et pénalité pour retard d'exécution et pénalités pour retard d'exécution »).

## **ARTICLE 7 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### ***7.1 – Ordres de Service***

Les ordres de service sont préparés et écrits par le Maître d'Œuvre. Ils sont datés et signés par le Maître d'Œuvre. Ils sont adressés en deux exemplaires à l'entrepreneur, celui-ci en renvoie immédiatement un exemplaire au Maître d'œuvre après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

### ***7.2 – Plan***

#### ***Plans d'exécution – notes de calculs – études de détails***

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établies par l'entreprise, chacune pour son lot. la mission confiée à l'Architecte étant une mission de base loi MOP et son décret d'application.

Il est précisé que le Maître d'Œuvre n'est pas chargé de l'établissement des spécifications techniques détaillées et des plans d'exécution des ouvrages.

**Le Maître d'Œuvre n'étant pas chargé des P.E.O.**, les plans d'exécution des ouvrages seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre 3 semaines avant l'exécution des travaux correspondants.

Avant toute exécution, l'entrepreneur aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art ; s'il relève des erreurs ou omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement au maître d'œuvre par écrit :

L'entrepreneur, en ce qui concerne les lots ou ouvrages suivants :

- les plans et études de détails complémentaires

Ces plans seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle si nécessaire.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du maître d'œuvre sur les documents cités ci-dessus (ainsi que du Bureau de Contrôle le cas échéant).

Ces documents devront être soumis à visa au minimum 15 Jours avant exécution.

La non remise de documents dans les délais prévus entraîne l'application de pénalités du même montant que celui précisé à l'article IV – 4).

### **7.3 – Mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène – assurances – Coordonnateur S.P.S.**

L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur qui peut être consultée à la Direction Générale de la main d'œuvre.

Il est rappelé à l'entreprise que celle-ci doit se conformer et faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité prévues par la loi.

Elle devra transmettre aux services compétents de l'Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, son P.P.S.P.S.

- Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont gérées par le coordonnateur de sécurité.

#### **a) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

#### **b) P.P.S.P.S.**

Selon la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et du décret d'application n° 94.1159 du 26 décembre 1994, le Maître d'Ouvrage nommera, avant le démarrage des travaux, un coordonnateur de sécurité, pour assurer la coordination en matière de sécurité, d'Hygiène et de Santé lors du déroulement des travaux.

L'entreprise sera tenue de respecter les prescriptions du P.G.C. et de fournir ses P.P.S.P.S. dans un délai de 8 jours à partir de la signature des Marchés.

Le P.P.S.P.S. indique de façon précise et détaillée :

- ♦ les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant

- d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales des engins,
- ♦ les mesures prévues pour les premiers secours aux accidents et aux malades,
- ♦ les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment, en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

La nomination d'un coordonnateur n'exclut pas toutes les démarches administratives (D.I.C.T. - etc...).

### Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entreprise doit justifier qu'elle est titulaire :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés directement ou indirectement par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code civil (garantie responsabilité décennale des constructeurs), incluant l'ensemble des activités susceptibles d'être exercées par le titulaire du marché dans le cadre de son exécution, y compris le génie civil.

En cas de groupement d'entreprises, la satisfaction de l'obligation d'assurance garantie responsabilité décennale des constructeurs s'apprécie pour chaque membre du groupement.

### Coordonnateur S.P.S.

Une mission Coordonnateur S.P.S. a été confiée à la **Société BUREAU VERITAS** – Parc d'Activités l'Etoile – Rond Point de la Porte de Lille – BP 30089 – 59760 GRANDE SYNTHE  
Tél : 03.28.25.92.16 – Fax : 03.28.25.92.19

La mission est composée des éléments : L, HAND, SEI

### **7.4 – Rendez-vous de chantier – Cahier de chantier**

Il est tenu sur le chantier un cahier de chantier sur lequel sont enregistrés les procès verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le maître d'œuvre inscrit toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par voies différentes.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier et de coordination de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier et d'y apposer leur signature. Un délai de 8 jours sera admis pour contester le compte rendu de la réunion à dater du jour de cette réunion, passé ce délai l'approbation sera tacite.

Les instructions portées par le maître d'œuvre sur le cahier de chantier valent ordre pour l'entrepreneur, toute suite devant y être donnée à la diligence du Chef de chantier, dès lors où celles-ci n'ont aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus ni sur les délais d'exécution. Les remarques doivent être levées à chaque rendez-vous de chantier.

La fourniture, la tenue, la mise à disposition et la bonne conservation du cahier de chantier incombent à l'entrepreneur général ou au mandataire commun en cas de groupement.

**La présence au rendez-vous de chantier fait partie des obligations contractuelles de l'entrepreneur dès lors que ce dernier a été nommément convoqué.**

Toute absence au rendez-vous de chantier sera pénalisée de 70 Euros.

Tout retard au rendez-vous de chantier sera pénalisé de 30 Euros passé 1/2 d'heure de retard.



## **ARTICLE 8 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### ***8-1- Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux***

Les essais et contrôle des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le cahier des Charges sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de

#### Contrôle Technique

Une mission de contrôle a été confiée à la **Société BUREAU VERITAS** – Parc d'Activités l'Etoile – Rond Point de la Porte de Lille – BP 30089 – 59760 GRANDE SYNTHE  
Tél : 03.28.25.92.16 – Fax : 03.28.25.92.19

La mission est composée des éléments : L, HAND, SEI

## **ARTICLE 9 – RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon l'article 47 du Code des Marchés Publics, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 44 du Code des Marchés Publics et à l'article 46 du Code des Marchés Publics et selon les dispositions des articles 46, 47 et 48 du CCAG Travaux.

## **ARTICLE 10 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 11 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Art 18.3 du CCAG

Art 20.1 du CCAG

Art 34.1 du CCAG

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "lu et approuvé".

Lu et Approuvé

Lu et Accepté

A STAPLE, le

A , le

Pour le Représentant du  
Pouvoir Adjudicateur

L'entrepreneur  
(signature et cachet)